

12 janvier 2004, Monterrey, Mexique

Allocution à l'occasion d'une rencontre des dirigeants des pays de l'hémisphère occidental

C'est un plaisir et un honneur pour moi d'être ici à Monterrey à l'occasion de la première rencontre des dirigeants des pays de l'hémisphère occidental depuis le Sommet des Amériques tenu à Québec. Il s'agit également de ma première rencontre internationale à titre de Premier ministre du Canada.

Permettez-moi donc d'adresser au Président Fox mes remerciements les plus sincères pour avoir accepté d'accueillir ce sommet décisif. Sous votre direction, j'ai confiance que nous arriverons à des résultats concrets qui permettront d'améliorer les conditions de vie de tous les citoyens des Amériques. Je souhaite aussi, en raison du décès prématuré du Premier ministre Pierre Charles, offrir toutes mes condoléances au peuple de la Dominique. Le Canada, comme tous les autres pays membres de la famille qu'est l'Organisation des États américains, ressent votre grande perte.

Nous vivons une période difficile dans le processus hémisphérique. De profonds changements sont survenus depuis le Sommet de Québec voilà près de trois ans. La croissance économique est faible dans de nombreux pays, et les gouvernements font face à de lourdes pressions. La concurrence s'est intensifiée à l'échelle internationale, tandis que de nouveaux défis font obstacle à l'intégration économique régionale et internationale. En outre, de nouvelles menaces planent sur notre sécurité – d'un côté, il y a le terrorisme, de l'autre, la croissance du trafic de la drogue, la corruption et le crime transnational. Tous ces éléments remettent en cause les fondements mêmes de la démocratie.

Le Sommet des Amériques donne à tous les dirigeants élus démocratiquement des pays de l'hémisphère l'occasion de se réunir en vue de définir un programme pour les citoyens, de mesurer les progrès accomplis et de faire face aux nouveaux défis. Si nous sommes réunis aujourd'hui à Monterrey, c'est justement parce que nous traversons une période difficile. La tenue de ce sommet extraordinaire est donc tout à fait appropriée. Vous vous souviendrez que c'est en ce lieu qu'en mars 2002, les dirigeants de tous les pays du monde ont adopté le Consensus de Monterrey, une série inédite de principes visant à définir un nouveau partenariat pour le développement. Les pays en développement ont alors promis d'établir les conditions nécessaires à la promotion d'un développement durable, et en échange, les pays développés se sont engagés à fournir de l'aide à ceux qui le font.

Quelles sont ces conditions dites nécessaires? Essentiellement, comme l'a indiqué le G20 à Montréal il y a trois ans, il s'agit non seulement d'établir des cadres économiques et réglementaires qui favorisent la croissance, mais aussi de faire en sorte que de bonnes politiques sociales soient mises en œuvre afin que tous les citoyens puissent profiter équitablement des retombées de cette croissance. Comment y parviendrons-nous? Il y a trois éléments, tous d'importance égale. Premièrement, nous devons effectuer des réformes financières et mettre en place un cadre réglementaire pour garantir la transparence et l'efficacité des institutions; nous devons suivre un ordre logique dans la libéralisation du commerce et nous assurer que le système financier demeure solide. Deuxièmement, nous devons, en même temps, créer un filet de sécurité sociale qui comprend l'accès à des soins

de santé et à un système d'éducation de haute qualité. Et finalement, nous devons procéder à toutes ces mesures de manière inclusive afin que ces politiques répondent aux besoins exprimés par les citoyens eux-mêmes.

Comme le démontrent bon nombre d'études, même des réductions minimales de l'inégalité jointes à une croissance modeste peuvent avoir des incidences très importantes sur le plan de la réduction de la pauvreté. Effectivement, c'est le fait de ne pas avoir mis en œuvre ces changements d'une façon intégrée et équilibrée qui a entravé la croissance, le développement et peut-être même la gouvernance démocratique dans de nombreux pays.

Le Canada a proposé ce sommet extraordinaire afin que nous puissions rétablir la confiance et le progrès dans les Amériques alors que le protectionnisme connaît un nouvel essor et que les institutions démocratiques, parfois fragiles, font face à des défis. À l'instar de la première réunion tenue à Monterrey, j'espère que celle-ci représentera un deuxième point tournant, qu'elle sera l'occasion pour nous de renforcer une voie constructive axée sur la coopération. Il nous faut trouver des moyens d'accroître l'équité, de réduire l'écart entre les riches et les pauvres, de créer des possibilités dont tous et toutes pourront profiter et enfin, de réduire la corruption dans notre hémisphère.

La notion de souveraineté au XXI^e siècle renvoie de plus en plus à des gouvernements ouverts, démocratiques et responsables qui bâtissent des partenariats à tous les niveaux, créant ainsi un monde plus sécuritaire et plus prospère pour tous. Nous devons tous relever les défis posés par la mondialisation en adoptant la libéralisation complète du commerce, en privilégiant la prudence en matière de finances, en procédant à des réformes au chapitre de l'économie et des investissements, et en nous engageant à soutenir l'acquisition de connaissances et l'innovation. Mais en même temps, sachant qu'une société épanouie dépend d'une population en bonne santé et bien éduquée, nous devons maintenir notre engagement à l'égard du filet de sécurité sociale. Chose très difficile pour certains des pays ici présents.

Voilà pourquoi nous, les dirigeants des économies développées, devons reconnaître la responsabilité que nous avons de fournir de l'aide, tant sur le plan bilatéral que par l'entremise des institutions régionales intergouvernementales qui œuvrent dans l'hémisphère.

Monsieur le président Fox, de l'Arctique à l'Antarctique, cet hémisphère est le nôtre, et je me réjouis d'avance à la perspective de travailler avec vous et avec tous nos collègues pendant et après ce Sommet, dans le but de renforcer notre collaboration pour ainsi créer des sociétés ouvertes et équitables qui s'épanouiront.